



## **RAPPORT MORAL DU PRESIDENT**

**AGO du 13/03/2026**

Lorsque nous avons débuté l'année 2025, les médecins généralistes étaient satisfaits de pouvoir enfin coter légalement 30 € leurs consultations. Légalement, car beaucoup d'entre eux, et nous les avons soutenus, avaient anticipé depuis plusieurs mois cette augmentation qui ne devait débiter que le 22 décembre 2024. Ils étaient si nombreux qu'aucun n'a été sanctionné par sa CPAM.

Cela démontre que la signature de notre convention médicale était importante car sinon, dans le cadre d'une convention qui a été particulièrement favorable aux médecins traitants, notre consultation serait encore aujourd'hui à 26,50 €. Tel serait le cas si nous nous étions alignés sur les positions de l'UFML et de Médecin pour demain. Nous le rappellerons aux médecins généralistes lors de la campagne pour les élections aux URPS en 2027.

Sylvaine l'a rappelé, la mobilisation des médecins généralistes contre la PPL GAROT a aussi été exemplaire pour déclencher une grève de la PDSA et du SAS.

Comme la vie n'est jamais un long fleuve tranquille, deux mauvaises nouvelles sont survenues avant l'été : le report de 6 mois des revalorisations qui devaient survenir le 1<sup>er</sup> juillet 2025 et l'annonce par le Directeur de la CNAM que deux campagnes de contrôles MSO/MSAP auraient lieu en juillet et en septembre 2025.

Nous avons alors décidé de boycotter la vie conventionnelle : les commissions paritaires tout d'abord, mais aussi les négociations sur l'assistant médical mutualisé et les négociations d'un avenant à l'ACI-MSP.

Nous ne savions pas encore que le pire était à venir, le PLFSS 2026.



Jamais nous n'avions vu un PLFSS qui soit autant anti-médecine libérale : fin du paritarisme conventionnel avec des décisions du Directeur de la CNAM dictées par le gouvernement et le parlement, fin du médecin traitant, fin du secteur 2, fin du volontariat pour les gardes, pénalisation du cumul emploi retraite avant 67 ans, etc. Seule la mobilisation massive des médecins libéraux au mois de janvier dernier, qui n'était pas pour des revalorisations tarifaires, aura permis de supprimer bon nombre de ces scories anti-médecins libéraux et cela est vrai aussi pour le Projet de loi sur les fraudes sociales qui faisait de nous, médecins traitants, des fraudeurs au travers de nos prescriptions d'arrêt de travail.

Tout cela doit nous amener à plusieurs réflexions :

- La profession n'est jamais aussi forte que lorsqu'elle est unie. Toutes les composantes de la médecine libérale et des futurs médecins ont participé activement à l'intersyndicale. Chacun a préféré mettre en avant ce qui nous réunissait que ce qui nous divisait
- Le paritarisme et la vie conventionnelle doivent rester les éléments moteurs de l'évolution de notre métier même s'ils génèrent souvent des frustrations. L'absence de vie conventionnelle est la porte ouverte aux mesures extraconventionnelles imposées par nos politiques avec l'instabilité actuelle source de mesures populistes, inefficaces et stigmatisantes à notre égard. L'absence de vie conventionnelle c'est aussi la tentation de remplacer la représentation syndicale par une représentation plus compliant comme le prévoyait le PLFSS 2026 pour la négociation de l'ACI-MSP qui remplaçait les syndicats des professionnels de santé libéraux par la Fédération AVEC santé.
- Nous ne pouvons pas non plus nous affranchir de la situation de notre système de protection sociale qui est en grand danger. Pouvons-nous continuer avec un déficit de 20 milliards d'euros par an ? C'est pour cela que nous avons introduit dans la convention médicale signée en 2024 des



mesures relatives à la qualité et à la pertinence des soins. Par exemple, sur le sujet des arrêts de travail et de leur coût de 17 milliards d'euros par an, nous devons nous sentir concernés et, pas pour éviter une MSO ou une MSAP, mais pour travailler avec l'assurance maladie, la médecine du travail, les entreprises, les usagers, pour aborder entre autres le sujet de la conflictualité au travail qui envahit nos cabinets de médecine générale.

Voilà quels doivent être nos fils conducteurs pour l'année 2026 : préserver le rôle du médecin traitant « chef d'orchestre » du parcours de santé des français, se réorganiser pour améliorer l'accès aux soins et préserver notre système de santé par des soins pertinents et de qualité.

Comme nous le verrons demain lors de l'Assemblée générale de la CSMF, la CSMF va bien. Les Généralistes-CSMF et les Spécialistes-CSMF travaillent main dans la main. Le plan de retour à l'équilibre engagé depuis 4 ans par la CSMF et Franck DEVULDER a porté ses fruits et nous a permis d'éviter la faillite.

L'année 2026 sera aussi pour la CSMF l'année des grands changements. Des bouleversements en fait, avec les départs de Laurence NOEL et de Sylvie AUBRY et nous quitterons la rue de Tocqueville pour un lieu plus adapté à un syndicat qui se veut au service des médecins.

Soyez fiers d'être à la CSMF, un syndicat auquel de nouveaux médecins adhèrent régulièrement et qui, depuis 4 ans, est de plus en plus écouté par les partenaires institutionnels.

Enfin, venez tous à La Baule, les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 octobre pour notre 32<sup>ème</sup> Université. Quelques mois avant les élections présidentielles, nous interrogerons lors de cette université tous les candidats sur les transformations qu'ils veulent apporter à notre système de santé.

**Dr Luc DUQUESNEL, Président**